

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°144 | 150^e année | CHF 3.50

LA CHAUX-DE-FONDS

Les arts de rue en grande pompe



DAVID ROSSETTI

5 Dès dimanche et durant sept jours, des dizaines de milliers de spectateurs sont attendus à La Chaux-de-Fonds pour La Plage des Six Pompes, le plus grand festival dédié aux spectacles de rue en Suisse romande. Présentation.

éditorial LAURA DROMPT FORAGES KAMIKAZES

3

A l'heure où la protection du climat devrait être une priorité absolue pour les gouvernements, il y a de quoi désespérer en observant que d'avidés industriels restent focalisés sur l'extraction d'énergies fossiles et polluantes par tous les moyens. En amont du G20, la revue *Nature* appelait à «agir avant qu'il ne soit trop tard» et à contenir l'augmentation de la température mondiale. Mais peu importent les scientifiques, les Accords de Paris ou les inquiétudes de l'ONU sur les dégradations climatiques; nous avons, en Suisse, des réserves à exploiter. Là, sous le Léman, à portée de forage, il serait possible d'extraire des hydrocarbures. Pour convaincre les écolos, les entreprises intéressées ont même le culot de tenter l'argument vert: cette exploitation locale réduirait la pollution liée au transport de l'énergie. Il faut se pincer pour le croire.

Admettons, l'espace d'un instant, que les entreprises puisent ces ressources sans risque pour les nappes phréatiques, sans déperdition d'eau, sans usage de produits chimiques, sans émanation de méthane, sans impact sur le paysage – sacré pari au vu des dérives constatées autour de la fracturation hydraulique. Reste le principal problème: les hydrocarbures mènent la planète à sa perte. Les océans et les forêts ne parviennent plus à compenser les émissions à effet de serre et le

génie humain ferait bien d'investir tous ses efforts pour concrétiser enfin la transition énergétique s'il veut assurer un avenir aux générations futures.

Dans un éclairage sur deux siècles de politique énergétique globale, l'historien Jean-Baptiste Fressoz relève qu'il faudrait laisser les trois quarts des matières fossiles dans les sols pour rester à un niveau de CO₂ tolérable. Son ouvrage souligne par ailleurs qu'il n'y a jamais eu de réelle transition énergétique. Bois, charbon, hydraulique, éolien, pétrole, nucléaire... les sources s'additionnent, mais ne se substituent jamais. En tentant de convaincre que des gisements fossiles jusqu'ici peu accessibles valent enfin la peine grâce au renchérissement du pétrole, les industriels jouent aux kamikazes pour le seul amour du profit.

Heureusement, certains gouvernements – tant en Suisse qu'à l'étranger – prennent des mesures contre cette logique destructrice sous la pression de la société civile et des mobilisations écologistes. Reste à pousser le raisonnement jusqu'au bout. Dans un monde où le pétrole est omniprésent, où l'on se chauffe au gaz et où des milliards de produits s'exportent quotidiennement par les airs ou par mer, où les moteurs règnent, tout-puissants, le chemin vers le renouvelable semble encore bien long comparé à l'urgence de la situation. |

WEEK-END

- 9 SOLIDARITÉ** Le gouvernement bolivien porte plainte contre une figure reconnue de la gauche.
- 12 RELIGIONS** A Genève, trois expositions retracent l'histoire de la Réforme à l'occasion de ses 500 ans.

leMAG



Le mot en spectacle

- 17 RÉVOLUTIONS! (III)** Les poésies concrète et sonore ont abordé la langue comme un matériau brut.
- 19 CINÉMA** Dans le documentaire *David Lynch: The Art Life*, le cinéaste se dévoile... ou pas.
- 20 PORTRAIT** Metteure en scène et comédienne, Camille Mermet imagine une performance audioguidée.

4 GENÈVE

Après une noyade dans le **Rhône**, une longue enquête débute pour la police.

5 YVERDON

L'effet suspensif est accordé au recours contre la route de **contournement**.

7 IRAK

Après la reprise de **Mossoul**, les sunnites de la ville s'exposent à des représailles.



On l'a vu avec l'initiative déposée par les Verts vaudois: les hydrocarbures agitent passablement les esprits

LES FORAGES EN QUESTION

SEVAN PEARSON

Energie ▶ La cote des hydrocarbures est au ras du sol. Les Verts vaudois viennent de déposer leur initiative interdisant «toute prospection, exploration et extraction d'hydrocarbures» sur territoire vaudois. Les 12 000 signatures nécessaires ont été récoltées en l'espace de trois mois. Au moment du dépôt, le texte comptait 14 955 parafes valides.

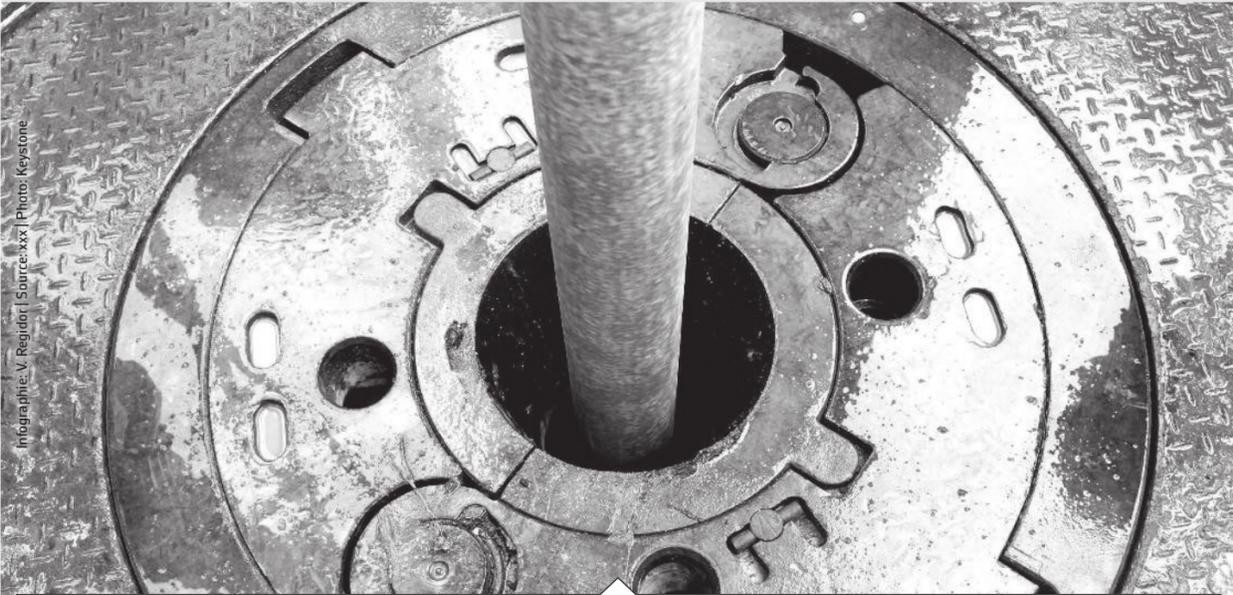
«Le lac Léman pourrait s'en trouver pollué»

Christian van Singer

Les projets de forage dans le Gros-de-Vaud et sous le Léman ont suscité des inquiétudes, expliquant le succès de la récolte des signatures, selon Christian van Singer, député vert au Grand Conseil vaudois, ancien conseiller national et spécialiste des questions énergétiques. «Les exploitants affirment que les forages sont très profonds, ce qui limiterait les risques de pollution. Or rien ne garantit que ces fissures provoquées artificiellement ne croisent des failles naturelles. Le Léman pourrait s'en trouver pollué, alors qu'il est source d'eau potable pour une grande partie de la population vaudoise.»

Le député souligne également les risques d'une hausse marquée des émissions de gaz à effet de serre, due à l'exploitation accrue de sources de pétrole et de gaz non conventionnels. «Le gaz de schiste provoque d'importantes émanations de méthane, encore plus dommageable pour le climat que le CO₂», Christian van Singer juge le moratoire actuellement appliqué dans le canton de Vaud in-

TOUR D'HORIZON DES CANTONS ROMANDS



FRIBOURG	VAUD	VALAIS	BERNE	JURA	GENÈVE	NEUCHÂTEL
Moratoire Projet de loi en préparation	Moratoire Projet de loi en préparation	Autorisation sous conditions strictes Projet de loi en préparation	Interdiction du gaz de schiste depuis mars 2014	Pas d'interdiction formelle, mais non-entrée en matière en cas de demande	Interdiction du gaz de schiste depuis juin 2013	Moratoire Projet de loi visant une interdiction totale en préparation

suffisant, d'autant plus que, selon lui, le nouveau projet de loi ne prévoit pas d'interdiction d'exploiter les hydrocarbures en territoire vaudois.

Déception des exploitants

Actionnaire de Petrosvibri qui souhaite réaliser un forage sous le Léman, Gaznet se refuse à tout commentaire. «Étant actuellement en procédure de demande de permis auprès du

canton pour des travaux d'investigation complémentaire à Noville, l'entreprise ne souhaite pas entrer dans le débat à ce stade.» Seule précision communiquée: le forage envisagé n'est pas de nature schisteuse.

Dans le Gros-de-Vaud, c'est l'entreprise SEAG qui est l'initiatrice du projet de forages. Son directeur, Conrad Frey, considère l'initiative des Verts comme un obstacle à l'exploitation des

hydrocarbures. Par ailleurs, il estime que «la méfiance de la population n'est pas fondée d'un point de vue scientifique et est due à une certaine méconnaissance». Selon lui, exploiter localement des hydrocarbures réduirait la dépendance vis-à-vis de l'étranger et serait plus écologique, car le transport induit des fuites et consomme de l'énergie. En outre, une exploitation locale permettrait à l'Etat

de Vaud de prélever des taxes et contribuerait à créer des emplois.

Risques contrôlables

Et les risques pour l'environnement? Le directeur de SEAG les considère comme contrôlables, notamment grâce à des décennies d'expérience. Quant aux substances injectées dans les forages conventionnels proposés par SEAG, elles seraient toutes connues et moins dange-

reuses que celles trouvées à l'état naturel sous la terre.

Conrad Frey conclut en comparant la géothermie avec l'exploitation du gaz non conventionnel (qui ne fait pas l'objet des projets de SEAG). «Alors que la technique de la fracturation hydraulique est également utilisée en géothermie profonde, pourquoi l'interdire dans l'exploration des hydrocarbures?» Pierre Brulhart, chef de la Section de l'énergie (SDE) du canton du Jura, rétorque qu'il s'agit de procédés largement différents, tant en matière d'objectifs que de produits utilisés.

Trop frileux

Le 3 mars dernier, les sept Sages ont adopté un rapport sur la fracturation hydraulique. Dans un esprit de compromis tout helvétique, le Conseil fédéral «ne soutient pas le recours à la fracturation hydraulique pour mettre en valeur des gisements de gaz», tout en rejetant l'idée d'un moratoire. Par ailleurs, il rappelle que les cantons décident souverainement de l'utilisation du sous-sol. Enfin, le Département fédéral de l'énergie (DETEC) envisage «d'élaborer des principes garantissant que la fracturation hydraulique soit employée de manière sûre et respectueuse de l'environnement».

Selon Christian van Singer, le Conseil fédéral est trop frileux. «Aujourd'hui, on essaie d'extraire de la Terre jusqu'à la dernière goutte de pétrole, jusqu'au dernier mètre cube de gaz, comme si l'on avait affaire à une orange que l'on presse jusqu'au bout.» Pour le député vaudois, «il faut remplacer toutes les énergies non renouvelables. Lorsque l'on pense que le soleil envoie en une heure l'équivalent de toute l'énergie consommée sur Terre en une année, on se rend compte que le potentiel est énorme.»

FRACTURATION INTERNATIONALE

Les réserves mondiales d'énergies fossiles à extraire par fracturation hydraulique se comptent en milliards de mètres cubes et de barils et suscitent les convoitises. Au top dix des pays aux plus grandes ressources: la Chine, l'Argentine, l'Algérie, les Etats-Unis, le Canada, le Mexique, l'Australie, l'Afrique du Sud, la Russie et le Brésil. Si certains parmi eux connaissent déjà un stade d'exploitation avancé, d'autres sont en phase d'étude ou de prospection.

Les Etats-Unis ne sont pas seulement pionniers dans l'exploitation de cette ressource, on y trouve aussi le foyer des résistances à cette technique. En 2010, le film *Gasland* avait marqué les esprits: son réalisateur Josh Fox y menait dix-huit mois d'enquête, en commençant par le terrain de son père convoité par une compagnie gazière.

Ce documentaire a eu des retombées mondiales, devenant une référence pour les opposants à la fracturation hydraulique et à l'exploitation du gaz de schiste en particulier. Depuis, des études sont venues appuyer différents risques pour l'environnement. Fuites de méthane, émis-

sions de gaz à effet de serre, rejets de produits chimiques, atteintes aux nappes phréatiques ou encore dégradation des paysages...

Ces raisons sont souvent invoquées pour exiger l'interdiction de la fracturation hydraulique. Comme par exemple en Grande Bretagne, où un front anti-fracturation se mobilise ces mois-ci pour appeler le gouvernement à faire cesser le projet d'exploitation dans le district de Fylde, au nord de Liverpool. L'Argentine, où le géant ExxonMobil a dépensé 750 millions de dollars pour ses explorations de pétrole de schiste à Vaca Muerta, est présentée comme un «cas d'école» par le CETIM (Centre-Europe-Tiers-Monde). L'extraction des énergies fossiles y concentrerait les marchés, favorisant ainsi le clientélisme et aggravant la crise agricole. En Australie, un récent sondage indiquait que 56% de la population soutient un moratoire sur cette technique. Les résistances se manifestent également dans des pays comme l'Allemagne, qui a annoncé une interdiction sur son territoire sous la pression des écologistes. LDT

QU'EST-CE QUE LA FRACTURATION HYDRAULIQUE?

La fracturation hydraulique utilisée pour les hydrocarbures non conventionnels est une méthode qui consiste à injecter des fluides composés à 99% d'un mélange d'eau et de sable siliceux et de 1% d'additifs chimiques dans des roches souter-

raines peu perméables. Cette pression augmente la porosité et donne accès aux hydrocarbures non conventionnels, tel le gaz ou le pétrole de schiste. Il en résulte un reflux, composé en partie de substances parfois polluantes, pouvant représenter un

danger pour les eaux souterraines et superficielles. La fracturation hydraulique est également employée pour la géothermie profonde pétrothermale, produisant chaleur et électricité. Dans ce cas, le mélange injecté contient avant tout de l'eau. SPP



Manifestation contre les forages à Villeneuve, le 3 septembre 2016. KEYSTONE